

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement au protocole: **Subsidiarité**

Déposée par: M. Louis **Michel**, M. Karel **de Gucht**, M. Elio **di Rupo**, Mme Anne **Van Lancker**, membres de la Convention et M. Pierre **Chevalier** et Mme Marie **Nagy**, membres suppléants de la Convention, ainsi que par Monsieur Patrick **Dewael**, observateur

PROJET

[PROTOCOLE] SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIREUSES de faire en sorte que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens de l'Union;

DÉTERMINÉES à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité énoncés à l'article 7 de la Constitution, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application par les Institutions dudit principe,

« **RAPPELANT que les principes de subsidiarité et de proportionnalité ne remettent pas en question les compétences attribuées par la Constitution telles qu'interprétées par la Cour de Justice.** »

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution

1. Chaque Institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article 8 de la Constitution.
2. Avant de proposer un acte législatif, la Commission, sauf dans des cas d'urgence particulière ou de confidentialité, procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées.

2 bis. Le concept de subsidiarité est un concept dynamique qui doit être appliqué à la lumière des objectifs énoncés dans la Constitution. Il permet d'étendre l'action de l'Union dans les limites de ses compétences, lorsque les circonstances l'exigent et, inversement, de la limiter et d'y mettre fin lorsqu'elle ne se justifie plus.

3. La Commission envoie toutes ses propositions législatives ainsi que ses propositions modifiées aux Parlements nationaux des Etats membres en même temps qu'au législateur de l'Union. Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions communes du Conseil sont envoyées par ceux-ci aux Parlements nationaux des Etats membres.
4. La Commission motive sa proposition au regard du principe de subsidiarité. Toute proposition législative devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant de formuler une appréciation quant au respect du principe de subsidiarité. Cette fiche devrait comporter des éléments d'appréciation de son impact sur le plan financier ainsi que de son implication, lorsqu'il s'agit d'une loi-cadre, sur la réglementation à mettre en œuvre par les Etats membres, y inclus, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux réalisé au niveau de celle-ci doivent s'appuyer sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. La Commission tient compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit le moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.
5. Tout Parlement national d'un Etat membre peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission de la proposition législative de la Commission, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé contenant les raisons pour lesquelles il estimerait que la proposition en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. ~~Il appartient à chaque Parlement national d'organiser les modalités internes de consultation de chacune des Chambres dans le cas des Parlements bicaméraux et/ou, le cas échéant, des Parlements régionaux avec pouvoirs législatifs.~~
6. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission tiennent compte des avis motivés des Parlements nationaux.

Dans le cas où au moins un tiers de Parlements nationaux émettraient des avis motivés sur le non-respect par la proposition de la Commission du principe de subsidiarité, la Commission est tenue de réexaminer sa proposition. A l'issue de ce réexamen la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision.

- ~~7. — Les Parlements nationaux des Etats membres peuvent aussi, dans le délai entre la convocation du Comité de conciliation et la tenue de celui-ci, émettre un avis motivé contenant les raisons pour lesquelles ils estiment que, soit la position commune du Conseil, soit les amendements du Parlement européen, ne respectent pas le principe de subsidiarité. Lors de la réunion du comité de conciliation, le Parlement européen et le Conseil tiennent le plus grand compte des avis exprimés par les Parlements nationaux des Etats membres.~~
8. En vertu de l'article [actuel article 230] de la Constitution, la Cour de Justice a juridiction pour connaître des recours pour violation du principe de subsidiarité introduits par les Etats membres et **les régions à pouvoirs législatifs**, le cas échéant à la demande **des** Parlements nationaux et conformément à leur ordre constitutionnel respectif. Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des Régions pour des actes législatifs pour lesquels il a été consulté.
9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article 7 par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.
10. **Les Etats membres peuvent, compte tenu de leur organisation constitutionnelle, indiquer dans une déclaration, quel est le Parlement disposant de compétences législatives qui, en fonction de chaque politique de l'Union, doit être considéré comme Parlement national au sens du présent Protocole.**

Explication éventuelle :